

**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME***Liberté
Égalité
Fraternité***SIRACED-PC****Arrêté n° 2021-06-17-01 du 17 juin 2021 prescrivant des mesures générales pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 dans le département de la Seine-Maritime**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;
- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-12 et suivants et L. 3136-1 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221-2 ;
- VU** le code de sécurité intérieure, notamment ses articles L. 211-1 à L. 211-4 ;
- VU** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU** le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- VU** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du président de la République du 1^{er} avril 2019, nommant M. Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- VU** l'avis public du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie du 17 juin 2021 ;
- VU** la consultation des exécutifs locaux ainsi que des parlementaires de la Seine-Maritime, réalisée de manière dématérialisée le 16 juin 2021 ;
- VU** l'urgence ;
- CONSIDÉRANT** que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;
- CONSIDÉRANT** que dans son avis du 22 novembre 2020, le Haut Conseil de Santé Publique souligne que les risques de contamination sont liés aux paramètres de brassage de la population, à la densité de population dans un lieu, au temps de contact avec des personnes potentiellement contaminées et à la ventilation des locaux ;

- CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article 1^{er} du décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 susvisé, le préfet est habilité à rendre obligatoire le port du masque dans les cas où il n'est pas prescrit par le décret ;
- CONSIDÉRANT** l'urgence et la nécessité qui s'attachent à prévenir tout comportement de nature à augmenter ou favoriser les risques de contagion, notamment dans l'espace public ;
- CONSIDÉRANT** que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir les menaces sur la santé de la population ;
- CONSIDÉRANT** que le Gouvernement a enclenché une stratégie de réouverture progressive des activités et des établissements recevant du public en 3 phases jusqu'au 30 juin 2021;
- CONSIDÉRANT** qu'au 16 juin 2021, sur sept jours glissants consolidés, le taux d'incidence en population générale est de 38,8 cas / 100 000 habitants pour le département de la Seine-Maritime et le taux de positivité tests RT-PCR de 1,9 % ;
- CONSIDÉRANT** que les risques de transmission imposant le port du masque en extérieur sont établis dans les zones et situations comportant des risques de densité de population ainsi que des contacts prolongés ;
- CONSIDÉRANT** que le Gouvernement a annoncé le 16 juin 2021 que le port du masque ne serait plus obligatoire en extérieur à l'exception de situations à forte densité de personnes lorsque la distance interindividuelle ne peut être respectée et qu'un risque de contact prolongé est établi ;

Sur proposition du sous-préfet, directeur de cabinet,

ARRÊTE

Article 1

Dans toutes les communes du département de la Seine-Maritime, pour toute personne de onze ans ou plus, sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public, le port du masque en extérieur est obligatoire dans les seules zones et cas suivants :

- sur les marchés, brocantes, ventes à déballage ;
- dans les rassemblements publics (incluant les festivals et manifestations déclarées) ;
- aux abords des gares stations, arrêts de bus, dans un périmètre de 50 mètres ;
- aux abords des centres commerciaux dans les périodes de forte fréquentation et de concentration de personnes ;
- aux abords des établissements scolaires dans un périmètre de 50 mètres et dans les horaires de rentrées et sorties des classes ;
- aux abords des édifices et lieux de cultes dans un périmètre de 50 mètres dans les horaires de cérémonies et offices organisés ;

De manière générale le port du masque en rendu obligatoire pour les personnes intégrant une file d'attente en extérieur, quel que soit le lieu situé sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public.

Article 2

L'obligation de port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette situation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Cette obligation ne s'applique pas aux activités à caractère strictement professionnel qui s'exercent sur la voie publique dans les conditions prévues par les protocoles sanitaires professionnels en vigueur.

Article 3

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication au recueil des actes administratifs de l'État.

Article 4

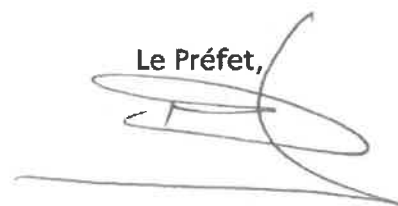
L'arrêté n°2021-06-02-01 du 2 juin 2021 est abrogé.

Article 5

Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissements, le général, commandant la région de gendarmerie Normandie, commandant le groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime, le directeur départemental de la sécurité publique, l'ensemble des maires du département de la Seine-Maritime, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une copie sera transmise au procureur de la République territorialement compétent.

A Rouen, le 17 juin 2021

Le Préfet,



Pierre André DURAND

Voies et délais de recours - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site www.telerecours.fr